

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .....	11
<b>PREMIÈRE PARTIE – Les acteurs de la création normative</b> .....	19
<b>L'autonomie entre efficacité et proximité.</b>	
<b>Quelques réflexions sur la subsidiarité</b> .....	21
I. L'autonomie oubliée : la dénaturation institutionnelle du principe .....	25
<i>A. La dépolitisation du principe induite par l'efficacité</i> .....	25
1. Le renversement législatif .....	26
2. Le dévoiement légistique .....	27
<i>B. La re-politisation du principe favorisée par la proximité</i> .....	29
1. L'implication de la société dans la décision .....	29
2. L'association des parlements nationaux au contrôle .....	31
II. L'autonomie retrouvée : l'évitement juridictionnel du principe de subsidiarité .....	32
<i>A. La fondamentalisation négatrice de l'autonomie</i> .....	33
1. La limitation du contrôle juridictionnel au détriment de l'autonomie des États membres .....	33
2. La banalisation de l'autonomie juridique dans la société .....	35
<i>B. La lecture « identitaire » de l'autonomie</i> .....	37
1. La subsidiarité juridictionnelle .....	37
2. L'autonomie normative .....	38
<b>Concurrence normative entre les États.</b>	
<b>Comment est-elle gérée par le droit européen ?</b> .....	41
I. Autonomie des États en l'absence d'une norme de l'Union .....	44
<i>A. Une autonomie encadrée</i> .....	45
1. Le cadre général de l'Union .....	45
a) La question des situations purement internes .....	47
b) La coexistence de politiques nationales et de politiques de l'Union .....	48
2. Le cadre spécifique de l'élaboration de la norme de l'Union .....	51

<i>B. Exercice concurrent de compétences autonomes : les limites</i> .....	52
1. Les limites que le droit de l'Union pose aux réactions à la concurrence normative .....	52
2. De la tentative de coordination comme réponse à la concurrence normative .....	56
II. Autonomie des États en présence d'une norme de l'Union .....	59
<i>A. La norme de l'Union et l'autonomie normative de l'État membre</i> ....	60
1. Autonomie des États et caractère obligatoire du but à atteindre ...	61
2. Autonomie des États quant à la forme et aux moyens .....	64
<i>B. La norme de l'Union et la concurrence normative entre États</i> .....	65
1. Concurrence normative et harmonisation partielle ou minimale ..	66
2. Concurrence normative et harmonisation complète .....	68
<b>Concurrence normative et autonomie en droit européen :</b>	
<b>de quoi parle-t-on ?</b> .....	71
I. Que faut-il entendre par concurrence normative dans le contexte juridique européen ? .....	72
II. De quelle « autonomie » parle-t-on dans le contexte juridique européen ? .....	77
III. Le droit européen (autonome) organise-t-il un rapport de concurrence entre États (autonomes) dont l'arbitre serait la volonté (autonome) des sujets de droit privé ? .....	78
<b>Discussion sur la partie I</b> .....	83
<b>DEUXIÈME PARTIE – Les méthodes de création normative</b> .....	89
<b>L'autorégulation dans le droit européen :</b>	
<b>l'autonomie comme méthode alternative de création normative ?</b> .....	91
Introduction .....	91
I. L'autorégulation par autonomie concédée, l'équilibre du système .....	94
<i>A. L'équilibre par une autonomie concédée et contrôlée</i> .....	94
1. L'autonomie concédée .....	94
2. L'autonomie contrôlée .....	97
<i>B. Les fonctions de l'autonomie concédée</i> .....	97
1. Une fonction politique .....	97
2. La fonction économique : l'efficacité .....	99
II. L'autorégulation par autonomie conquise, vers l'évolution du système .	99
<i>A. La perturbation et l'évolution du système</i> .....	100
1. Les risques de déséquilibre .....	100
2. Les risques de dissolution de la règle et d'une moindre identification .....	100
3. La chance d'une évolution .....	101
<i>B. Les fonctions de l'autonomie conquise</i> .....	101
1. Une fonction d'innovation .....	101
2. Une fonction sociale par la constitution de « réseaux » transversaux .....	101

<b>La corégulation – Le processus Lamfalussy et une généralisation de celui-ci ?</b> .....	105
I. Corégulation et comitologie ordinaire .....	107
II. Corégulation et processus Lamfalussy .....	110
III. Corégulation et autorités européennes de surveillance .....	113
IV. Généralisation de la corégulation pratiquée dans le domaine des services financiers ? .....	117
<b>Des entretiens de Val Duchesse au conflit de lois : dialogue social européen et autonomie de la volonté</b> .....	119
I. Les partenaires sociaux européens législateurs ? .....	121
<i>A. Les accords collectifs de niveau Européen</i> .....	123
<i>B. La difficile mise œuvre des accords de niveau européen</i> .....	123
1. Légitimité des acteurs .....	123
2. Nature juridique des accords .....	125
II. L'autonomie de la volonté des partenaires sociaux nationaux, facteur d'élaboration d'un droit social transnational .....	128
<i>A. Conflit de lois, territorialité et relations collectives de travail</i> .....	128
<i>B. Droit substantiel, harmonisation sociale et autonomie de la volonté</i> .....	130
1. Les accords internationaux d'entreprise .....	131
2. Le législateur et les syndicats : l'exemple du comité d'entreprise européen .....	133
<b>Discussion sur la partie II</b> .....	137
<b>TROISIÈME PARTIE – Les conséquences de l'autonomie</b> .....	143
<b>Autonomie en droit de l'établissement</b> .....	145
I. L'autonomie protégée .....	146
<i>A. Une protection de principe</i> .....	147
1. Le choix d'une protection étendue .....	147
2. Les raisons de la protection .....	149
<i>B. Des limites éclatées</i> .....	152
II. La concurrence limitée .....	155
<i>A. Concurrence réglementaire : théorie et réalités</i> .....	155
<i>B. Les limites à la concurrence des droits en Europe</i> .....	158
1. Les limites tenant aux opérateurs économiques .....	159
2. Les limites tenant aux intermédiaires .....	162
3. Les limites tenant aux comportements des États .....	164
Conclusion .....	165
<b>Autonomie et concurrence : un couple impossible ?</b> .....	167
I. Autonomie des acteurs et élaboration de la règle .....	169
<i>A. Le recours à la soft law</i> .....	170
1. Consolidation au niveau de l'Union européenne .....	170

2. Généralisation dans les États membres .....	171
<i>B. La réception de la soft law</i> .....	172
II. Autonomie des acteurs et stratégies contentieuses .....	175
<i>A. L'élargissement des choix ouverts aux entreprises parties</i> .....	175
1. En contrôle des concentrations .....	176
2. En antitrust .....	177
<i>B. La confirmation des choix ouverts aux tiers</i> .....	181
1. La dualité des voies d'action : <i>public enforcement</i> et/ou <i>private enforcement</i> .....	181
2. La multiplicité des choix en matière de <i>private enforcement</i> ....	183
<b>L'autonomie de l'individu européen et la question du statut</b> .....	187
<i>A. La langue du droit de l'Union</i> .....	187
<i>B. La souveraineté transnationale du sujet du droit de l'Union</i> .....	190
<i>C. Le concept de personne et la transformation du cadre de l'autonomie</i> .	193
<i>D. L'idée du statut et le souci du concret</i> .....	197
<i>E. L'idée de statut et l'émergence d'un droit transitionnel</i> .....	200
<i>F. « Je veux, donc j'ai des droits »</i> .....	204
<b>L'abus de droit en droit de l'Union européenne</b> .....	207
I. La notion d'abus de droit dans les ordres juridiques des États membres .....	208
<i>A. La conception subjective</i> .....	209
<i>B. La conception subjective tempérée</i> .....	209
<i>C. La conception objective</i> .....	210
<i>D. Ignorance de l'abus de droit</i> .....	211
II. Le caractère polymorphe de l'abus de droit en droit de l'UE .....	212
<i>A. Les formes de l'abus de droit</i> .....	213
<i>B. La définition de l'abus de droit</i> .....	214
1. Les premiers indices .....	214
2. L'étape fondamentale : l'arrêt Emsland-Stärke. La définition de l'abus de droit .....	214
<i>C. Les stratégies acceptables</i> .....	216
1. La citoyenneté de l'Union .....	217
2. Le tourisme médical .....	217
3. Le détachement des travailleurs dans le cadre d'une prestation de services .....	218
III. Le statut de l'interdiction de l'abus de droit en droit de l'UE : dédoublément grevé sur une double autonomie .....	219
<i>A. Abus de droit et autonomie des ordres juridiques nationaux</i> .....	219
<i>B. Abus de droit et autonomie du droit de l'UE</i> .....	221
Conclusion .....	222
<b>L'ordre public : limite ou condition de l'autonomie dans l'Union européenne ?</b> .....	223
I. Des mots et de leur fonction .....	224
<i>A. Polysémie de l'ordre public en droit européen</i> .....	224

<i>Table des matières</i>	277
<i>B. La fonction de l'ordre public en regard de l'autonomie</i> .....	227
II. Les passerelles : de l'ordre public national à l'ordre public européen et retour .....	230
<i>A. La figure de l'encadrement</i> .....	231
<i>B. La figure de l'absorption et la création d'un ordre public européen</i> .....	234
<i>C. Le retour de l'ordre européen vers l'ordre national</i> .....	237
III. Autonomie et ordre public : l'interdépendance en guise de conclusion .	241
<b>Discussion sur la Partie III</b> .....	243
<b>Remarques conclusives : pourquoi parlons-nous aujourd'hui d'« autonomie » ?</b> .....	251
I. Perspective et préconceptions .....	252
II. Autonomie et séparation .....	252
III. Autonomie et Union européenne .....	253
IV. Autonomie et sujet .....	255
V. Ce qui manque .....	255
VI. L'Union européenne – trois étapes de l'autonomie .....	256
<b>Bibliographie sélective</b> .....	257
I. Ouvrages généraux .....	257
II. Aspects philosophiques .....	257
1. <i>Ouvrages</i> .....	257
2. <i>Articles</i> .....	257
III. Concurrence des droits / ordres juridiques .....	258
1. <i>Ouvrages</i> .....	258
2. <i>Articles</i> .....	258
IV. Autorégulation / co-régulation / autonomie des parties ou des États .....	260
1. <i>Ouvrages</i> .....	260
2. <i>Articles</i> .....	261
<b>Biographies des intervenants et présidents de séances</b> .....	267